

Une guerre mondiale de l'énergie a commencé



[Source : portail-ie.fr]

Propos recueillis par Mathéo Quenault

La guerre de l'énergie est une notion qui s'est répandue dans le paysage audiovisuel. Pour Fabien Bouglé, l'énergie sera l'élément au centre de la troisième guerre mondiale.

Portail de l'IE (PIE) : Vous avez écrit deux ouvrages consacrés à la thématique énergétique, le premier sur les éoliennes et le second sur le nucléaire. Quels éléments marquants vous ont poussé à vous intéresser au secteur énergétique puis à critiquer vivement l'énergie éolienne ?

Fabien Bouglé (FB) : Il y a 15 ans, alors que je procédais à la restauration d'une maison en Normandie j'ai découvert par hasard l'existence d'un projet de 13 éoliennes dont les plus proches étaient à 800 m. Cet événement m'a profondément interrogé et m'a conduit à enquêter plus en détail sur la filière éolienne et par extension sur l'ensemble de la filière énergétique. Dans le cadre de ce projet, j'ai pu constater que les éoliennes étaient entachées de prises illégales d'intérêt. Juriste et ancien officier de réserve de gendarmerie, j'ai constaté que cette situation était systématique : les élus installaient les éoliennes sur leurs parcelles ou celles de leur famille tout en participant aux délibérations municipales sur le sujet. Alors que j'étais en relation avec le SCPC (Service central de prévention de la corruption du Ministère de la Justice), celui-ci a émis en 2014 dans son rapport d'activité une alerte sur la multiplication des atteintes à la probité dans le domaine de l'éolien.

Plus tard, dans le cadre du projet d'installation de 66 éoliennes entre les îles d'Yeu et Noirmoutier, j'ai dévoilé les tarifs de rachat de l'électricité provenant des éoliennes en mer qui avaient un niveau de subvention à 220 € le MWh alors que prix spot du marché était à l'époque à 45 €. La différence entre ces deux niveaux de prix se chiffrait au total à 40 milliards d'euros de subvention. Ces révélations ont contraint le gouvernement à renégocier les tarifs de rachat et le Président Emmanuel Macron avait annoncé en juin 2018 une baisse du tarif de rachat de 220 € à 180 € le MWh raccordement compris.

En 2019, le député Julien Aubert [député LR du Vaucluse de 2012 à 2022, NDLR] – que j'avais alerté sur le sujet – a obtenu du groupe LR l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur les éoliennes et les énergies

intermittentes. La publication de ses travaux était une occasion parfaitement adaptée pour sortir un livre reprenant l'ensemble des informations occultées sur les éoliennes. Nous avons donc convenu avec les Éditions du Rocher de sortir mon premier manuscrit Éolienne : la face noire de la transition écologique en octobre 2019. L'objectif de cet ouvrage était de faire le tour d'horizon de la question des éoliennes tant du point de vue de l'écologie que celui des finances ou encore de la Mafia. Mais lors de conférences que je donnais en France, j'avais très souvent des questions sur le nucléaire. Je me suis alors aperçu qu'il y avait un vrai problème de biais cognitifs et d'informations biaisées sur le nucléaire. Pendant la crise sanitaire, j'ai profité du temps disponible pour rédiger mon second ouvrage intitulé Nucléaire : les vérités cachées qui vise à mettre en lumière les vertus de cette source d'électricité sans occulter la question des déchets radioactifs. C'est la suite de mon premier livre, car on ne peut pas parler du sujet du mix électrique basé sur des éoliennes censées remplacer le nucléaire si l'on ne comprenait pas en même temps la question du nucléaire.

PIE : Vous opposez l'énergie éolienne et l'énergie nucléaire, pourquoi ? Qu'est-ce qui les rend incompatibles selon vous ?

FB : Il y a plusieurs raisons à cela. Ces raisons sont d'ordre technique, économique et géopolitique.

Pour ce qui est de la raison technique, la France, avec le Plan Messmer en 1974, a choisi d'investir massivement dans le nucléaire afin de diminuer notre dépendance aux énergies fossiles. On construit dès lors un mix électrique basé sur les centrales nucléaires qui vont offrir une électricité massive, abondante et lors des pics de consommation on se sert des centrales hydrauliques et en dernier recours des centrales fossiles. Avec ce mix électrique, la production est très stable. Alors que les éoliennes, étant intermittentes, sont source de deux problèmes importants. Premièrement, les unités de production sont de 2 Mégawatts (contre 900 à 1650 Mégawatts pour une centrale nucléaire), qui vont être disséminées sur tout le territoire. Ceci oblige le réseau électrique à se répartir sur le territoire avec une multitude de lignes à haute tension. Ainsi, les éoliennes nécessitent de modifier en profondeur le réseau électrique.

D'après Xavier Piechaczyk, le président de RTE, le développement du renouvelable coûtera 100 milliards d'euros rien que pour l'adaptation du réseau électrique. Ce coût est notamment dû à l'enfouissement de certaines lignes à haute tension ainsi qu'à la création de nouvelles lignes. C'est justement afin de financer ces infrastructures que les Français voient encore augmenter leur facture de 10 %. Outre l'augmentation du prix de marché de l'électricité, cette hausse est due également à l'augmentation du TURPE [Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité] qui est prélevé au consommateur sur leurs factures pour financer ces raccordements. Il est important de se souvenir que c'est Xavier Piechaczyk qui avait été l'un des artisans de la loi sur la baisse de la part du nucléaire à 50 %. Il avait pour directeur de cabinet adjoint Pauline Le Bertre, ancienne déléguée générale de France Énergie Éolienne, la structure qui sert de lobby aux

exploitants éoliens.

D'autre part, il est obligatoire d'avoir des systèmes d'équilibrage, car la production des éoliennes dépend du vent dont la puissance est très variable. En plus de la problématique de réseau, s'ajoute celle de l'intermittence qui nécessite des centrales fossiles au gaz ou au charbon pour venir compléter la production des éoliennes lorsqu'elles ne tournent pas en raison d'une absence de vent.

Du point de vue économique, la France est l'un des leaders mondiaux du nucléaire qui est sa troisième filière industrielle. On parle ici de 220 000 emplois directs et indirects et de 400 000 emplois en incluant les emplois induits. Le nucléaire permet à la France de bénéficier d'une électricité à bas coût ce qui facilite la compétitivité de nos entreprises et de nos industries tout en assurant aux Français une facture électrique peu élevée.

L'installation de l'éolien dans notre mix électrique ne bénéficie pas à l'économie française. Aucune des éoliennes n'est fabriquée en France : 65 % des éoliennes installées en France sont allemandes et 30 % sont danoises. En outre, 45 % des sociétés d'exploitation électrique de ces éoliennes sont allemandes. Alors que le nucléaire est pour l'essentiel français, le remplacement du nucléaire français par une filière éolienne allemande creuse le déficit commercial de la France et modifie la gouvernance de notre système énergétique. Nous avons donc une situation où l'on détruit une filière économique dans laquelle la France se classe parmi les leaders au profit d'une filière dans laquelle on ne dispose d'aucun acteur.

Du point de vue géopolitique, la volonté de développer l'éolien cache l'objectif des Allemands de s'approprier la souveraineté énergétique en Europe en imposant son modèle d'énergies intermittentes au travers de l'Energiewende. Au début des années 2000, Gerhard Schröder promulgue la loi EEG de déploiement des énergies intermittentes (éoliennes et solaire). Pour pallier l'intermittence des éoliennes, l'Allemagne cherche alors à faciliter son approvisionnement en gaz russe pour minimiser sa consommation de charbon. C'est pourquoi elle tenait si fermement à la construction des gazoducs Nord Stream 1 et 2 afin de devenir le hub de distribution du gaz russe en Europe. L'objectif allemand était de contrôler le marché des éoliennes en Europe tout en s'assurant la maîtrise européenne du gaz russe. Pour ce faire et imposer son modèle économique, Berlin va d'une part propager son idéologie avec une infiltration des institutions européennes dans le domaine énergétique et s'assurer d'autre part de la destruction économique, géopolitique et intellectuelle du nucléaire français au travers d'opérations de guerre informationnelle déployées en France depuis 25 ans.

PIE : D'après vous, quelles sont les conséquences de cette incompatibilité sur la stratégie énergétique française ?

FB : Au vu des points évoqués précédemment, il n'est pas possible de faire du en même temps entre le nucléaire et l'énergie éolienne. Il est important de

se rendre compte que l'éolien est un outil de guerre contre le nucléaire français. Nous sommes dans une situation de guerre économique entre deux modèles concurrents et incompatibles, l'Energiewende allemand et le nucléaire français.

Ces modèles étant incompatibles, nous sommes obligés d'en choisir un et d'en écarter un autre. Ce choix nécessite une lucidité de nos politiques sur les points évoqués précédemment ainsi que sur la situation actuelle qui ne peut être envisagée que comme une guerre énergétique. Cette incompatibilité se traduit par une hostilité de pays européens comme l'Allemagne ou l'Autriche. Récemment notre ministre de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher, a été exclue des discussions sur les énergies renouvelables lors de la première rencontre du « club des renouvelables ». En effet, aux yeux des pays hostiles au nucléaire, la demande de la France d'intégrer le nucléaire dans la loi sur les énergies renouvelables est une action anti-renouvelable de la part de l'Hexagone.

Malheureusement, le concept de « couple franco-allemand », encore dans l'esprit de nos dirigeants, entraîne un manque de lucidité face à la situation que nous traversons aujourd'hui. Il est difficile pour ces derniers d'admettre et de reconnaître l'attitude belliqueuse, voire prédatrice, de l'Allemagne envers la France.

PIE : Le prix de l'énergie n'a jamais été aussi haut. Les entreprises énergétiques dans le monde enregistrent, telles que TotalEnergies, des niveaux de rentabilité exceptionnels et pourtant EDF dévoile de son côté un bilan calamiteux. Comment expliquez-vous cela ?

FB : Cela est dû au fait de l'explosion du prix des énergies fossiles depuis 2021, surtout celui du gaz qui s'explique par plusieurs raisons. En premier lieu, l'augmentation importante de la demande par la Chine. La deuxième raison est qu'il y a eu cette année-là une baisse historique de la vitesse des vents en Europe depuis 43 ans. Selon l'Institut Copernicus de la Commission Européenne, cette baisse a causé une réduction de la production de l'électricité par les éoliennes en Europe occidentale. Cette baisse a logiquement dû être compensée par une plus grande importation d'énergie fossile (charbon pétrole et gaz) ce qui a contribué à l'augmentation de la demande et donc in fine du prix du gaz. L'augmentation du prix du gaz a ensuite été accentuée par la guerre en Ukraine, les sanctions énergétiques de la Russie et le sabotage de Nord Stream qui a rendu l'accès au gaz plus difficile (et donc plus coûteux) aux pays européens. Tous ces éléments font que les gaziers comme Engie ou TotalEnergies ont engrangé des revenus considérables. La guerre économique de l'Europe contre la Russie a eu pour conséquence une augmentation de la facture de gaz de l'Europe qui est passée de 120 milliards de dollars en 2021 à 400 milliards de dollars en 2022.

De son côté, EDF est une entreprise d'électricité et la conjoncture n'était pas du tout la même. En effet, en 2022, le tarif spot moyen de l'électricité a augmenté du fait de l'augmentation du prix du gaz, car au sein de l'UE, le prix de l'électricité est indexé sur l'unité de production la plus chère.

Cela aurait pu être plus profitable pour EDF, mais l'autorité de sûreté nucléaire (ASN), a estimé que les corrosions observées pourraient poser des problèmes de sécurité dans l'hypothèse où les réacteurs seraient arrêtés. Cela a conduit à l'arrêt d'un nombre très important de réacteurs nucléaires causant la perte de près de 80 TWh de production électrique. Cette baisse de production a ainsi entraîné un manque à gagner considérable alors que le prix spot était très élevé en 2022 (275 euros le MWh).

Ajouté à cela, l'Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique (ARENH) oblige EDF à vendre une partie importante de son électricité (120 TWh, soit $\frac{1}{4}$ de la production) à un prix cassé (à 42 € le MWh) à des concurrents ce qui crée aussi un manque à gagner. En revanche, lorsque c'est EDF qui achète de l'électricité d'origine éolienne, il lui est interdit de la revendre au prix spot du marché. Elle doit seulement se contenter d'une petite marge.

L'ensemble de ces mécanismes : l'ARENH, la non-disponibilité de certains réacteurs nucléaires et l'impossibilité de revendre sur le marché la production d'éolienne subventionnée font qu'EDF a perdu énormément d'argent et l'a conduit à avoir un déficit de 17,9 milliards en 2022 et une dette historique de 65 milliards d'euros. Cette fragilisation d'EDF faisait partie du plan de l'Allemagne, comme l'a dit Henri Proglio, l'ancien PDG d'EDF lors de la commission d'enquête parlementaire : « L'obsession des Allemands depuis 30 ans, c'est la désintégration d'EDF. Ils ont réussi ! »

PIE : À quelles autres stratégies était lié le dénigrement du nucléaire ?

FB : Il est important de signaler que le dénigrement du nucléaire s'est accompagné de la valorisation de l'éolien. Il y avait l'intention de discréditer le nucléaire afin de créer un appel d'air pour l'éolien en prenant bien soin de ne pas mentionner que l'installation d'éoliennes s'accompagne de l'utilisation d'énergies fossiles telles que le gaz ou le charbon. Cet oubli volontaire avait pour objectif de masquer l'absurdité écologique de l'énergie éolienne.

PIE : Quelles formes cette guerre de l'information a-t-elle prises ?

FB : Cette guerre de l'information s'est traduite par une utilisation massive des catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima. Et ce, bien que les centrales françaises soient très différentes et beaucoup plus avancées et sécurisées que les centrales soviétiques de l'époque et aussi localisées à des emplacements bien éloignés de failles sismiques comparables à celles que l'on peut trouver au Japon. Dans un esprit de malhonnêteté et de tromperie, certains acteurs voulaient que la population associe l'eau sortant des tours aéroréfrigérantes à une pollution alors qu'il s'agit simplement du système de refroidissement du condenseur qui ne diffuse aucune sorte de pollution.

Ces attaques informationnelles sont couplées à des opérations de terrain comme Greenpeace qui lançait des drones sur des centrales nucléaires ou encore des opérations d'intrusion. L'ensemble de ces actions ont contribué à créer un climat anxigène autour du nucléaire. Corrélativement, ces acteurs

proposent des alternatives avec l'éolien. On ne peut pas comprendre les opérations de ces 20 dernières années de dénigrement du nucléaire sans comprendre que ces actions sont la double face d'une même opération. Politiquement, cela a commencé avec le gouvernement de la gauche plurielle, lorsque Lionel Jospin doit s'allier aux Verts, antinucléaires, qui viennent d'émerger politiquement. Il ne pouvait pas avoir de majorité s'il n'avait pas leur appui. C'est à ce moment-là qu'intervient la double opération : on ferme Superphénix qui permettait de produire de l'électricité avec les déchets des autres centrales, on dénigre politiquement le nucléaire, on renonce à construire de nouveaux réacteurs et enfin on assiste en 2001 au subventionnement d'éoliennes en France avec l'arrêt Cochet. Il y a un phénomène de double détente avec la destruction du nucléaire politiquement et médiatiquement couplé à la valorisation de l'éolien, présenté par Greenpeace comme idyllique. Sur le site de l'officine antinucléaire, les éoliennes sont présentées comme « un bouquet de fleurs pour la transition énergétique ».

PIE : Dans cette guerre, quels ont été les relais ? Qui sont les alliés et les ennemis du nucléaire français sous les angles sociétaux, politiques et économiques ?

FB : Dans les années 90 et 2000, il y a un essor important d'associations et d'ONG environnementales comme WWF et Greenpeace qui ont une grande notoriété. Ils sont le ressort des ONG antinucléaires qui jouissent d'une bonne cote de popularité. Ce sont elles qui ont été les principaux relais de l'idéologie antinucléaire, et ce, en étant financées par des organisations mondiales pro-éoliennes. C'est-à-dire qu'elle s'attaque au nucléaire tout en recevant de l'argent d'organisations mondiales ainsi que de fabricants d'éoliennes comme l'entreprise danoise Vestas premier fabricant mondial.

Ici, les ennemis du nucléaire français sous l'angle sociétal sont principalement les ONG comme WWF, Greenpeace et les Amis de la Terre qui d'ailleurs sont toutes financées par la fondation Rockefeller créée par les géants du pétrolier Esso puis Exxon.

Sous l'angle politique, il s'agit des partis tels que EELV en France, les Grünen en Allemagne, très liés aux ONG mentionnées plus haut. S'y ajoutent les fondations allemandes comme Henrich Boll ou Rosa Luxembourg qui viennent financer d'autres structures que les ONG comme Sortir du Nucléaire ou Réseaux Action Climat nébuleuse regroupant WWF et Greenpeace. L'organisation antinucléaire et pro éolienne Négawatt en France est financée par les gaziers et les promoteurs éoliens. On peut aussi citer l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) qui est devenue le lieu d'infiltration des mouvements antinucléaires et pro-éoliens au sein de nos institutions.

Un autre opérateur de cette guerre énergétique est l'Office franco-allemand pour la transition énergétique (OFATE) qui est un lobby allemand dont le siège est à Berlin, au siège du ministère fédéral de l'Économie allemande et qui dispose d'un bureau au ministère français de l'Écologie à la Direction Générale de l'Énergie et du Climat, c'est-à-dire la direction chargée de la politique énergétique de la France. Greenpeace et WWF sont membres de cet

organisme installé dans nos ministères. Il y a clairement une infiltration toujours en cours de nos institutions par la filière éolienne et le mouvement antinucléaire. Pour finir avec l'angle politique on peut citer des personnalités françaises, deux anciennes ministres de l'écologie : Corinne Lepage qui a tout fait pour faire fermer Superphénix et Dominique Voynet, qui de son propre aveu a menti et manipulé son gouvernement pour faire en sorte que le nucléaire ne soit pas retenu au titre des énergies d'avenir de l'Union européenne, l'ancêtre de l'actuelle taxonomie.

Sous l'angle économique, les principaux adversaires du nucléaire français sont clairement les fabricants d'éoliennes ainsi que les gaziers et pétroliers.

PIE : Vous publiez en septembre un ouvrage sur la guerre de l'énergie. Quelle valeur ajoutée apportez-vous au traitement de cette thématique, que ne traitent pas déjà les ouvrages existants ?

FB : Je dirai que jamais dans l'histoire de l'humanité l'énergie n'avait été autant au cœur d'une guerre mondiale. Selon moi, l'énergie est aujourd'hui l'enjeu, la cause et l'arme de cette guerre. Ma position est que la troisième guerre mondiale est une guerre de l'énergie, car on l'utilise pour mener la guerre, mais on fait cette guerre aussi pour s'assurer le contrôle des systèmes énergétiques. La Première Guerre mondiale était une guerre territoriale, la seconde une guerre idéologique, la troisième est une guerre énergétique.

Aujourd'hui la guerre est hybride, asymétrique, militaire, informatique, biologique, alimentaire... En somme, elle est multiface. Selon moi, la guerre en Ukraine représente la partie militaire d'une guerre beaucoup plus importante qui est la guerre mondiale de l'énergie. Car le contrôle de l'énergie domine tout. Le pays qui contrôle l'énergie contrôle politiquement et économiquement les pays qui en ont besoin. Nous assistons donc à la première guerre mondiale de l'énergie. Par le passé, il y a déjà eu des batailles de l'énergie (guerre en Irak...), mais ce n'étaient pas des guerres au retentissement international. Nous assistons véritablement à un conflit mondial d'une nouvelle intensité.

Avec ce livre, je souhaite apporter un nouvel éclairage qui place la guerre de l'énergie au cœur du nouveau conflit mondial, mais aussi alerter les pouvoirs publics qui semblent dépassés par le sujet. Comme les autres, il a pour objectif d'apporter des clés de lecture et des aides à la compréhension des événements à destination des citoyens comme des gouvernants ; c'est bien là sa spécificité. Plusieurs livres s'intéressent à la guerre de l'énergie au Moyen-Orient ou dans d'autres régions du monde, mais je souhaite aborder la guerre de l'énergie comme un phénomène désormais global qui donne lieu à ce nouveau conflit mondial. C'est pour cela que je parle de troisième guerre mondiale de l'énergie qui selon moi a éclaté au grand jour avec le sabotage de Nord Stream le 26 septembre 2022. C'est l'élément déclencheur qui est symboliquement très puissant. On pourrait comparer cet événement à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à l'aube de la Première Guerre

mondiale. Ce n'est pas une déclaration de guerre à proprement parler, mais une officialisation de la guerre. Ainsi le 26 septembre prochain marquera le premier anniversaire de l'officialisation de la guerre mondiale de l'énergie. C'est donc ce moment précis que j'ai choisi pour la sortie de ce nouveau livre.

PIE : Comment cette guerre se caractérise-t-elle en France et en Europe ?

FB : Elle se caractérisera de plusieurs façons. Elle sera à la fois intraeuropéenne et extraeuropéenne. Nous avons d'abord une confrontation énergétique violente entre un Empire américain et un Empire russe et dont la guerre en Ukraine est la face émergée de l'iceberg. Cette guerre place l'Europe en situation de faiblesse dans la mesure où elle est très dépendante de ces fournisseurs d'énergies. Cette vassalisation énergétique de l'Europe conduit à une autre confrontation avec un affrontement entre l'énergie nucléaire, soutenue par la France et ses alliés, et le couple gaz/charbon-éolien, soutenu par l'Allemagne et ses alliés.

PIE : Dans ce contexte, quelles sont les suites pour la France et l'Europe ?

FB : Pour comprendre les problématiques énergétiques de notre pays, il faut revenir aux fondamentaux historiques qui ont construit notre histoire depuis 70 ans. Les apprentissages de l'Histoire doivent guider notre réflexion et en particulier la place qu'a occupée l'atome dans la création de la Communauté Européenne en 1957. L'industrie nucléaire a été au cœur de la création de l'Union européenne avec la signature du traité Euratom signé le même jour que le traité de Rome créant la CEE. Remettre en cause la place de l'énergie atomique en Europe, c'est remettre en cause la construction européenne mise en place pour assurer la paix. Le développement du nucléaire constitue donc une nécessité vitale pour la paix en Europe et dans le Monde. C'est dans ce sens que dans le prochain ouvrage, sont proposées certaines pistes pour une réforme du système énergétique européen.

Pour aller plus loin :

- L'Europe de l'Est, terrain des luttes d'influence énergétiques entre la Russie et les États-Unis
 - Avec la fermeture de ses dernières centrales nucléaires, l'Allemagne bascule dans une nouvelle ère énergétique
 - Allemagne vs France : les ingérences démasquées !
-

Les États-Unis et la Russie cherchent à éliminer le nucléaire français

EDF est le bras armé de l'économie française